



Extrait du ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE

<http://pouruneconstituante.fr/spip.php?article1197>

Partout : Assemblées Communales !

- Notre Agenda républicain - Suffrage universel -



Date de mise en ligne : dimanche 3 avril 2016

Description :

L'ennemi est dans notre propre pays. Il sait que le peuple est son propre ennemi. Il lui fait la guerre comme il fait la guerre contre d'autres peuples en Afrique. Ne nous berçons pas d'illusions : la guerre est à l'ordre du jour, y compris contre le peuple français et la Nation. Dès sa promulgation en 1958, la Constitution accorde au seul Président de la République le droit de déclarer la guerre et de diriger les armées. Par un simple décret du 12 juin 1996, il « dispose » de l'arme nucléaire « stratégique ». Le Parlement élu n'ayant mot à dire avant quatre mois et ...pour payer les factures.

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

France, temps nouveaux, vieilles recettes ?

Non, partout : Assemblées Communales !

L'ennemi est dans notre propre pays. Il sait que le peuple est son propre ennemi. Il lui fait la guerre comme il fait la guerre contre d'autres peuples en Afrique.

Ne nous berçons pas d'illusions : la guerre est à l'ordre du jour, y compris contre le peuple français et la Nation. Dès sa promulgation en 1958, la Constitution accorde au seul Président de la République le droit de déclarer la guerre et de diriger les armées. Par un simple décret du 12 juin 1996, il « dispose » de l'arme nucléaire « stratégique »...Le Parlement élu n'ayant mot à dire avant quatre mois et ...pour payer les factures.

Une chose est de ne pas aimer les choses et idées qui fâchent. Une autre est de s'abandonner aux diversions de tous types offertes au peuple par les grands media et les gouvernants actuels, petits et grands, de « gauche » comme de droite.

Toutes diversions et faux semblants « démocratiques » épuisés, le caractère dictatorial des institutions dites « du coup d'état permanent » apparaît à tous, qu'ils y gagnent ou qu'ils y perdent. Plus de la moitié de l'électorat s'abstient ou vote nul. Les trois quart des électeurs n'ont pas voté pour les « élus » soutenant les dirigeants à tous les niveaux. Or, dans les faits, les manifestations et les sondages, il apparaît que plus les « élus » sont « grands », plus le peuple refuse qu'ils « parlent en son nom » car le peuple sait « qu'il vaut mieux que cela ».

En effet, c'est le peuple qui vit, s'active, produit, construit, soigne, distribue, éduque...se reproduit...et se crée. C'est sur lui qu'incombe l'entretien de la machine de l'état et d'une « France d'en haut ». Ils paraît même qu'en ce Monde, 1% de la population s'accapare la moitié du prix de toutes les ressources produites !

La France est maintenant entrée de nouveau dans une période où le problème de l'Etat, de sa forme et de son contrôle est posé avec force. Ceci concerne d'abord les Français mais aussi l'ingérence des institutions « multilatérales », européennes et mondiales coûteuses et irresponsables devant les peuples.

Il est temps de surmonter la diversité et les diversions et de se reconstituer en « corps » un et indivisible. De se réunir en les lieux et formes hérités des républiques depuis 1789 : les « communes ». De délibérer concrètement des conditions insupportables vécues et prévisibles et d'exprimer les exigences concrètes pour y porter remède dans l'intérêt du plus grand nombre. Notamment celles de l'abrogation des lois et décrets qui ont organisé les reculs sociaux et politiques des conditions de vie et de travail, le rétablissement et l'amélioration de ceux hérités, notamment, de la Libération et du CNR en en concrétisant la déclaration de principes du préambule constitutionnel de 1946 et 1958.

Ne laissons plus s'émietter et s'opposer les collectifs et les comités dans le sillage de partis ou de réseaux concurrents. C'est l'existence même du cadre politique unitaire de proximité, celle des conseils, élus, assemblées, personnels, budgets et compétences générales qui est la cible d'une oligarchie qui recherche le renouvellement d'une apparence de légitimité dans les prochaines élections présidentielles.